Communiqué

Juin : le début d'un mois de répression et d'interdiction ?

Le mercredi 1er juin 2011, la police a violement chargé les médecins résidents qui tenaient un rassemblement pacifique à la place du 1er mai à Alger. Les policiers ont usé de matraques et d'insultes pour évacuer la place des dizaines de médecins ont été tabassé dont cinq ont été interpellé pour qu'ils soient relâchés en début de soirée. L'un d'eux a été violenté au sein même du commissariat.

Au même moment, et à quelques centaines de mettre de la place 1er mai, la police a fait aussi usage de la répression pour faire disperser le rassemblement des souscripteurs à l'agence AADL (Agence d'amélioration et de développement du logement). Ces Hommes et ces femmes qui se rassemblent régulièrement devant le ministère de l'Habitat pour demander la régularisation de leurs dossiers de logement, ont été violement malmené par les dizaines de policiers présents au niveau de la rue Didouoche Mourad.

Mais la plus violente répression s'est produite au même moment à plus de 800 km au sud d'Alger. Ou la police à mener la chasse aux chômeurs qui observaient une grève de la faim devant le siège de la Daïra de Hassi Messouad, dans la Wilaya de Ouargla. Ces jeunes qui entamaient leurs 16eme jours de rassemblement pacifique et leur troisième jours de grève de la fin sous une température qui avoisine les 47° à l'ombre, revendique le droit à l'accès au travail dans cette région pétrolière. La répression de la police a fait 5 blessés.

D'après le témoignage de ces personnes, une fois évacués à l'hôpital de la ville, certains membres du personnel médical auraient refusé de les prendre en charge face à la présence massive des éléments de sécurité.

Par ailleurs, la conférence débat sur les droits de l'enfant que devait organiser la LADDH section de la Wilaya d'El-Taref, le mercredi 01 juin 2011, au niveau de la maison des jeunes de la commune de BEN-M'HIDI a été interdite. Une fois de plus, c'est à la veille de la date de la tenue de la conférence que les services de la Wilaya d'El-Taref annoncent verbalement le refus de la demande d'autorisation introduite conformément à la réglementation par les représentants de la LADDH.

05, شارع بيار فيالا (الإخوة علاق). ديدوش مراد. الجزائر
05, Rue Pierre Viala (Frères Alleg). Didouche Mourad. Alger
Tel/Fax:-هاتف/فاكس 00213 21 23 80 86 البريد الالكتروني **E-mail**: contact@la-laddh.org
Site web: www.la-laddh.org

La LADDH dénonce énergiquement cette répression policière qui cache mal la volonté du pouvoir à maintenir le statu quo. Il devient évident que pour le pouvoir, la violation des droits de l'Homme et l'atteinte à la Constitution doit rester la règle.

La LADDH alerte l'opinion publique nationale et internationale sur la dégradation continue de la situation des droits de l'Homme et de l'état des libertés publiques en Algérie.

Alger le 02 juin 2011
Le président
Bouchachi Mostefa

05, شارع بيار فيالا (الإخوة علاق). ديدوش مراد. الجزائر
05, Rue Pierre Viala (Frères Alleg). Didouche Mourad. Alger
Tel/Fax:-هاتف/فاكس 00213 21 23 80 86 البريد الالكتروني **E-mail**: contact@la-laddh.org
Site web: www.la-laddh.org